CANADIAN DIVERSITY CANADIENNE

La déconstruction et la prise en compte des identités nationales

Le concept d'identité nationale ne se prête pas aisément à l'analyse en sciences sociales. Depuis les années 80, un certain nombre de théoriciens très en vue ont tenté la déconstruction de ce concept en arguant que nous devons appréhender la nation comme une « communauté imaginée » (Anderson, 1983) et que c'est le nationalisme qui engendre les nations et non pas l'inverse (Gellner, 1983). Plus récemment, certains ont mis en cause « le nationalisme méthodologique » des sciences sociales. On le dénote dans la tendance à prendre les sociétés soudées par la nation comme « étant les entités qui se prêtent le plus naturellement à l'étude » (Glick-Schiller et Wimmer, 2003), ou dans la présomption cachée que les groupes ethniques et nationaux correspondent « à des groupes homogènes à l'intérieur et limités à l'extérieur, comme composantes de base de la vie sociale, comme principaux protagonistes des conflits sociaux et comme unités fondamentales de l'analyse sociale » (Brubaker, 2002). Piégées dans les embûches de l'essentialisme, de la réification et du « groupisme », certaines sciences sociales critiques pourraient même par inadvertance renforcer l'idéologie nationaliste. Au lieu d'étudier l'identité nationale comme propriété stable d'individus ou de groupes, nous devrions porter notre attention sur le fait national comme fait contingent, c'est-à-dire un phénomène qui survient lorsqu'il y a mobilisation politique, mais qui parfois disparaît ensuite.

Il s'agit là d'importants signaux dont il faut absolument tenir compte si l'on souhaite analyser plutôt que promouvoir les identités nationales. La plupart des contributions à ce magazine sont rédigées dans cet esprit. Certains s'attachent explicitement à déloger les mythes associés à l'identité nationale, en arguant entre autres que si l'on veut expliquer la tendance, dans les pays occidentaux, en faveur de programmes de citoyenneté plus inclusifs, nous devons abandonner l'idée que de tels programmes expriment divers types d'identité nationale (Joppke). D'autres mettent en évidence la fluidité identitaire des minorités et le rôle des élites politiques dans la définition de l'identité de ces groupes qu'ils disent représenter.

Pourtant, la déconstruction du concept d'identité nationale n'est pas suffisante, du fait qu'il ne s'agit pas d'une vague chimère mais bien d'un puissant outil pour structurer les collectivités politiques et rallier les individus derrière un étendard politique. Pour comprendre comment opèrent les identités nationales et pourquoi elles occupent tant de place dans les sociétés contemporaines, il nous faut aborder quatre questions distinctes. La première porte sur les causes structurelles qui émergent des composantes générales des sociétés modernes. Parmi ces causes, citons : la division industrielle du travail, la bureaucratie de l'État moderne, le système international des États et la légitimation du pouvoir politique par la souveraineté populaire plutôt que par une force supérieure ou la grâce divine. La seconde question porte sur les incitatifs et les ressources spécifiques nécessaires à la formation d'élites culturelles et politiques, capables d'un projet d'édification nationale, et sur le matériau de construction à leur disposition (espace territorial du pays natal, identités ethniques, récits historiques). La troisième question porte sur l'action politique. Il nous faut étudier les stratégies qu'appliquent ces élites afin de promouvoir l'identification d'éléments potentiels dotés d'un projet national, ainsi que le résultat de leurs efforts. Enfin, la dernière question porte sur l'implantation des identités nationales dans les institutions publiques ; il s'agit notamment du système d'éducation et des symboles officiels de l'État, mais aussi de signes moins visibles par lesquels le gouvernement structure la vie sociale de manière à ce que les identités nationales soient prises pour acquises, comme une toile de fond permanente, même lorsqu'elles ne sont pas mobilisées. Plus important encore, les frontières de la plupart des États modernes – c'est-à-dire leurs frontières territoriales et la distinction entre le citoyen et l'étranger – ont été historiquement associées à des projets d'édification nationale spécifiques et, comme le souligne Richard Day, le système international des États renforce la notion d'identité nationale en divisant l'humanité en compartiments relativement stables.

Il est important de savoir que les projets associés à l'édification nationale peuvent échouer de diverses façons. D'abord, les causes et les conditions susmentionnées sont à l'origine des obstacles à la réalisation d'une identité nationale parmi les groupes dispersés territorialement et les peuples autochtones ou, encore, parmi les groupes hétérogènes au plan linguistique, mais unis par une appartenance confessionnelle. Certains projets potentiels peuvent ne jamais voir le jour lorsqu'un groupe est marginalisé au point où il ne peut plus même produire une élite apte à édifier la nation ou, inversement, parce que sa classe intellectuelle accepte l'assimilation comme le prix de sa cooptation à l'élite dominante. Dans le cas d'une mobilisation effective, l'action politique peut imploser ou déboucher sur une défaite durable, laissant aux minorités le seul choix de l'assimilation ou de la migration en masse. Finalement, même l'identité nationale pleinement institutionnalisée s'expose à des défis et au changement. Depuis les années 60, le Canada et plusieurs États de l'Europe de l'Ouest constatent la résurgence des nationalismes minoritaires, ce qui dès lors transforme les États-nations en États multinationaux qui reconnaissent des groupes linguistiques distincts comme entités politiques constitutives au sein d'une politie plus large.

Ce qui m'amène à formuler une seconde réponse à la critique d'ordre sociologique concernant l'identité nationale. Après la déconstruction du concept et la reconstruction sur la manière dont les identités nationales se forgent, il nous reste la question pratique de savoir comment les traiter au plan

politique. L'acuité de cette question apparaît notamment lorsque la frontière politique et l'identité nationale mobilisée au plan politique ne coïncident pas. Il existe trois défis de ce genre qui demandent chacun une réponse politique tout à fait différente.

Le premier défi est celui de la diversité culturelle que soulèvent les minorités qui font l'expérience de la discrimination en raison de la couleur de leur peau, leur langue, leurs pratiques confessionnelles, leurs traditions culturelles, leur orientation sexuelle ou leur mode de vie. Les revendications faites au nom de ces minorités varient considérablement. Certains groupes confessionnels souhaitent obtenir un espace social pour eux seuls, où ils peuvent exister comme collectivité distincte sans grand contact avec l'ensemble de la société. Toutefois, la plupart des minorités culturelles aspirent à une certaine forme de reconnaissance ou de soutien de la part de l'ensemble de la société, grâce notamment à la mise en place de politiques antidiscriminatoires, à des dispenses pour pratique du culte (comme par exemple, l'abattage *cascher* ou *halal* auquel s'oppose la législation pour la protection des animaux), à un soutien public aux langues minoritaires ou encore à une reconnaissance symbolique dans les discours officiels, les célébrations et les programmes d'études. Toutes ces demandes visent à contrer les préjugés manifestes ou dissimulés susceptibles de participer à la réalisation d'une identité nationale homogène qui, elle, tend à ignorer la diversité de la société. Dans la plupart des cas, le défi vient de l'intérieur. C'est un appel à la transformation d'une identité nationale donnée plutôt qu'une lutte entre projets d'édification nationale rivaux.

Cette lutte est au cœur des revendications d'autodétermination ou d'autonomie politique présentées au nom des nations sans État, des minorités nationales et des peuples autochtones. De telles revendications peuvent être provoquées par une discrimination socioéconomique persistante, la répression politique ou un désavantage d'ordre culturel, mais l'objectif essentiel de la mobilisation n'est pas de faire tomber les obstacles à la liberté et à l'égalité au sein d'une identité nationale commune. Plutôt, ce second défi relève des frontières de la collectivité politique elle-même. On vise ici à retracer les frontières internationales ou internes, afin que le groupe en question puisse créer son propre État indépendant, se joindre à un État limitrophe avec qui il existe une parenté ou parvenir à l'autonomie gouvernementale dans une région distincte du territoire de l'État présent. Il est important de comprendre la nature authentiquement politique de tels projets. Si le but de la lutte nationaliste se limitait à vouloir protéger une langue ou une culture distincte, une reconnaissance publique et généreuse de cette diversité – telle que le multilinguisme officiel des institutions publiques, combiné à un système d'éducation régional dans les langues minoritaires – pourrait être suffisamment démobilisatrice quant à la poursuite d'une identité nationale. Toutefois, dans la mobilisation nationaliste, la préservation culturelle est le plus souvent un moyen de délimiter les frontières d'un territoire et d'une population nationale, et le pouvoir politique qui s'exerce à travers les institutions autonomes d'un gouvernement en est le but ultime.

La troisième rubrique peut servir à regrouper une série de phénomènes divers qui posent un défi aux frontières nationales, de l'extérieur ou d'un niveau supérieur plutôt que de l'intérieur. On pense notamment à l'intégration politique supranationale de l'Union européenne, où chaque tentative visant à transférer des éléments fondamentaux de la souveraineté nationale vers les institutions européennes déclenche une mobilisation politique des identités nationales dominantes dans les États-membres. Un autre phénomène pertinent est à noter, soit le transnationalisme politique des migrants qui s'engagent activement dans la vie politique de leur pays d'origine ou qui mobilisent une diaspora dispersée dans plusieurs pays pour soutenir la cause de leur pays natal (Lorenzkowski). En fait, même ceux qui ne sont pas politiquement actifs combinent souvent des liens sociaux et des droits importants dans deux pays ; par ailleurs, un nombre croissant d'entre eux ont plusieurs nationalités. Enfin, il y a le cas des minorités autochtones qui ne sont pas d'immigration récente, mais dont l'histoire les lie à des États voisins qui pourraient leur accorder un soutien, les accepter librement sur leur territoire et leur accorder la citoyenneté ou les mobiliser politiquement dans leur pays natal, situations que l'on trouve fréquemment en Europe centrale et en Europe de l'Est.

Ces trois défis soulèvent des questions difficiles, lorsque les revendications des minorités se heurtent aux normes démocratiques et libérales ; ainsi, comment concilier la tolérance confessionnelle avec l'égalité des sexes et comment défendre l'intégrité territoriale d'une démocratie multinationale devant la menace de sécession. En revanche, ils soulèvent également la question de savoir si l'action de ces États a été suffisante lorsque les aspirations de ces minorités se justifient – égalité des chances, reconnaissance culturelle, autonomie politique ou citoyenneté transnationale. Il ne s'agit pas ici seulement d'une question morale, mais aussi d'une question politique également : comment les majorités politiques peuvent-elles être persuadées de donner leur aval aux droits des minorités?

Les essais publiés dans ce magazine font état de résultats divers. Le Canada est par bien des aspects un cas modèle, dont le multiculturalisme officiel s'est avéré être un cadre pouvant traiter presque toutes les questions susmentionnées. Pourtant, comme Bernier, Bowlby, Tolley et Rummens arguent, ce modèle est toujours contesté et poursuit son évolution et, comme le démontrent Li et Teo, il n'est peut-être pas parvenu à dépasser le cadre racial qui bloque l'ascension sociale de certains groupes. Le tableau sombre que brosse Collins sur les récentes protestations australiennes contre les demandeurs d'asile et le multiculturalisme illustre bien les dangers d'un renversement de situation. Pfaff-Czarnecka et Martiniello démontrent eux aussi la difficulté de faire cadrer la nouvelle diversité émergeant de l'immigration avec des modèles complexes prenant en compte les clivages traditionnels dans les sociétés de l'Europe de l'Ouest. Et le modèle balkanique de Guzina en matière d'édification nationale illustre combien la volonté d'autonomie politique peut se heurter à une violente opposition lorsque les minorités sont perçues comme étant une menace à l'unité et à la sécurité nationales.

En dépit de tout le scepticisme ambiant, un optimisme prudent est permis. En effet, la tendance générale des États démocratiques n'est peut-être pas encore vers une constellation « postnationale », où les identités nationales auraient perdu leur pertinence politique, mais vers des nations multiculturelles (Oberoi), c'est-à-dire une transformation des identités nationales face aux défis que pose la diversité.

Rainer Bauböck
Académie autrichienne des sciences, Vienne

skin colour, language, religious practices, cultural traditions, sexual orientation, or ways of life. Claims raised on behalf of such minorities vary widely. Certain religious groups desire a social space for themselves where they can exist as separate communities with little contact with the wider society. Most cultural minorities, however, demand some form of recognition or support from the wider society through antidiscrimination policies, special exemptions for religious practices (such as *kosher* and *halal* slaughtering that conflicts with animal protection laws), public support for minority languages, or symbolic recognition in public speeches, celebrations and educational curricula. All of these demands are directed against overt or hidden bias in the construction of a homogeneous national identity that ignores diversity in the society. In most cases, this is a challenge that comes from within. It is a call for transforming a given national identity rather than a battle between rival projects of nation-building.

This battle is at the core of demands for self-determination or political autonomy raised on behalf of stateless nations, national minorities, and indigenous peoples. Such claims may be triggered by persistent socio-economic discrimination, political oppression or cultural disadvantage, but the primary goal of mobilization is not to remove obstacles for freedom and equality within a shared national identity. Instead, this second challenge concerns the boundaries of the political community itself. It aims at redrawing international or internal state borders so that the group in question can set up its own independent state, join a neighbouring kin-state, or achieve self-government within a distinct part of the present state territory. It is important to understand the genuinely political nature of such projects. If the goal of nationalist struggle were merely to protect a distinct language or culture, then a generous public recognition of such diversity, e.g. through official multilingualism in public institutions combined with regional education systems in the minority language, might suffice to demobilize a national identity. However, in nationalist mobilizations, cultural preservation serves more often as a means for marking the boundaries of a national territory and population, whereas political power exercised through autonomous institutions of government is the ultimate goal.

There is a third rubric under which we can group together a range of different phenomena that challenge national boundaries from outside or above rather than from inside. These include supranational political integration in the European Union, where every move to shift core elements of sovereignty towards European institutions triggers political mobilizations of dominant national identities in the member states. Another relevant phenomenon is political transnationalism among migrants who engage themselves actively in their sending countries' political developments, or mobilize a diaspora dispersed across several countries in support for a homeland cause (Lorenzkowski). Even those who are not politically active often combine significant social ties and legal rights in two countries. An increasing number also hold multiple citizenships. Finally, there is the case of native minorities that are not of recent immigrant origin, but whose history links them to external kin-states that may provide cultural support, admit them freely to their territory and citizenship, or mobilize them politically in their homeland. This latter constellation is frequently found in Central and Eastern Europe.

All three challenges raise difficult questions when minority claims conflict with basic norms of liberal democracy, e.g. how to reconcile religious toleration with gender equality, or how to defend the territorial integrity of multinational democracies faced with a threat of secession. But they also raise the question whether these states have already done enough to accommodate justified minority demands for equal opportunities, cultural recognition, political autonomy or transnational citizenship. This is not only a moral question, but also a political one: how can democratic majorities be persuaded to endorse minority rights?

The essays in this magazine show a mixed record. Canada is in many ways a model case whose official multiculturalism has provided a framework for addressing nearly all the issues raised above. Yet, as Bernier, Bowlby, Tolley and Rummens argue, this model is still contested and evolving, and, as Li and Teo demonstrate, it may not yet have succeeded in overcoming a racialized framework that blocks upward mobility for some groups. Collins' somber portrait of the recent Australian backlash against asylum seekers and multiculturalism in general illustrates the dangers of reversal. Pfaff-Czarnecka and Martiniello show the difficulties of fitting the new diversity emerging from immigration into complex models of accommodating traditional cleavages in Western European societies. And Guzina's Balkan model of nation-building illustrates how demands for political autonomy meet fierce opposition in contexts where minorities are perceived as threats to national unity and security.

In spite of all these sceptical voices, there is reason for cautious optimism. The general trend in democratic states may not yet be towards a postnational constellation where national identities are no longer politically relevant, but towards 'multicultural nationhood' (Oberoi) – a transformation of national identities in response to the challenges of diversity.

Rainer Bauböck
Austrian Academy of Sciences, Vienna

References

Anderson, Benedict. *Imagined Communities. On the Origins and Spread of Nationalism.* Verso, London. 1983.

Brubaker, Rogers. "Ethnicty without groups." *Archive européenne de sociologie.* (43)(2) (2002): 163-189.

Gellner, Ernest. *Nations and Nationalism.* Blackwell, Oxford, 1983.

Glick-Schiller, Nina & Andreas Wimmer. "Methodological Nationalism, the Social Sciences, and the Study of Migration: An Essay in Historical Epistemology." *International Migration Review.* (37)(3) (2003): 576-610.